DIAL 2687

BRÉSIL - Le plan de réforme agraire est rendu public

Mario Osava

lundi 1er décembre 2003, mis en ligne par Dial

La réforme agraire est un des points qui étaient les plus attendus de la politique du gouvernement Lula. L'attente n'allait pas sans quelque impatience de la part des sans-terre en raison des délais ou des retards en la matière. Les grandes lignes et les objectifs de la réforme viennent d'être précisés par le président. Article de Mario Osava, IPS, 21 novembre 2003.

Le président du Brésil, Luis Inácio Lula da Silva a promis de remettre des terres à 400 000 familles au cours des quatre prochaines années de gouvernement. Il est parvenu à convaincre les paysans qui réclamaient cette mesure pour un million de personnes jusqu'en 2006.

Le gouvernement a rendu public ce vendredi 21 novembre son Plan national de réforme agraire, sous la pression de plus de 3 000 manifestants réunis à Brasilia cette semaine, mobilisés par le Mouvement des sans-terre (MST) et la Confédération nationale des travailleurs de l'agriculture (CONTAG).

Les militants du MST arrivèrent mercredi 19 à la capitale brésilienne après avoir parcouru 210 km depuis le 10 novembre, jour où ils quittèrent Goiania, capitale de l'Etat de Goiás, situé au centre du pays.
« Patience », demanda Lula en s'adressant aux paysans, indiquant que la réforme agraire se fera calmement, « dans le cadre des priorités » du pays. Son gouvernement, a-t-il souligné, ne commettra pas les erreurs du passé, c'est pourquoi, en plus d'établir les familles sur les parcelles, il stimulera la création de coopératives et créera des mécanismes pour permettre l'accès des nouveaux agriculteurs à la technologie et au crédit. Le plan annoncé par le ministre du développement agricole prévoit l'établissement de 35 000 familles cette année et ensuite un nombre plus élevé jusqu'à atteindre les 400 000 dans les trois prochaines années. Il indique en plus que 500 000 familles bénéficieront d'une légalisation de la propriété des terres qu'elles travaillent déjà et 127 500 autres pourront acquérir des parcelles grâce au système de crédit pour les exploitations rurales. Le plan affirme que ce processus et l'expansion des entreprises agricoles généreront 2 millions 750 mille emplois ruraux nouveaux.

Le président de la CONTAG, Manuel José dos Santos, estime que c'est un progrès par rapport au gouvernement antérieur du président Fernando Henrique Cardoso (1995-2003), puisque le travail consiste aujourd'hui à aider les autorités à réaliser leur programme. Toutefois, les dirigeants du MST ont souligné que la possession des terres déjà occupées et le financement des achats qui seront payés ultérieurement ne font pas partie de la réforme agraire. Ce qui compte, ce sont les nouveaux établissements sur des propriétés improductives expropriées.
Le mouvement attendra jusqu'en juin prochain pour l'accomplissement des promesses gouvernementales et continuera d'être mobilisé pour une véritable réforme agraire, a dit João Paulo Rodrigues, un des coordinateurs du MST qui travaille à Brasilia.

Un autre coordinateur et penseur du mouvement, João Pedro Stédile, a salué le geste du président de visiter ce vendredi dans un parc de Brasilia le campement des travailleurs sans terre qui manifestaient, et

de leur parler directement. Cela signifie que la réforme agraire « est maintenant en marche », a-t-il affirmé. La veille, Stédile avait dit que seule la pression populaire, avec l'occupation de grandes propriétés et d'autres mobilisations, pourra promouvoir la redistribution des terres au Brésil, concentrés entre les mains de quelques milliers de
grands propriétaires. Le gouvernement peut faire peu de choses tout seul, a-t-il souligné.

Le MST, la CONTAG et la Commission pastorale de la terre, organe de l'Église catholique brésilienne, réclamaient l'approbation du programme proposé par un groupe d'experts dirigé par Plinio de Arruda Sampaio, qui prévoit l'établissement d'un million de familles pendant le gouvernement Lula, soit 200 000 par an entre 2003 et 2005 et 400 000 en 2006. Selon l'estimation faite pour IPS par Antonio Buainain, professeur de l'Université de Campinas, spécialiste en économie agricole, cet objectif « n'est pas réalisable pour des raisons fiscales et opérationnelles ». Le gouvernement ne dispose pas de ressources pour établir tant de personnes, alors qu'il fait un effort pour équilibrer les finances publiques, avec une forte réduction des dépenses. De plus, un tel objectif exigerait de changer le modèle de ces établissements et des institutions responsables, aujourd'hui incapables d'accélérer leur rythme, selon l'économiste.

Intervenir sur la réalité des grandes propriétés suppose des « règles et des délais qui obligent à une certaine lenteur » et ce gouvernement « a déjà pratiquement perdu une année », a-t-il déclaré. À son avis il sera même difficile de s'approcher des objectifs fixés par les autorités elles-mêmes.

Le président du Parti des travailleurs (PT), de gauche et actuellement au pouvoir, José Genoino, a indiqué qu'il ne suffit pas de convaincre le pouvoir exécutif de la nécessité d'accélérer la transformation de la propriété de la terre dans le pays, qui rencontre des résistances au Parlement et des embûches dans la justice. Mais sans l'établissement d'un million de familles, la structure rurale brésilienne ne sera pas modifiée comme il serait souhaitable pour développer le marché intérieur de la consommation et arrêter l'exode paysan, selon les mouvements des travailleurs et les experts qui élaborèrent la proposition soutenue par le MST.

Le triomphe de Lula aux élections présidentielles d'octobre 2002 a suscité des attentes en ce qui concerne les avancées pour la réforme agraire, étant donné que c'était l'un des drapeaux du Parti des travailleurs, parti allié au MST et à la CONTAG. Mais le retard du gouvernement dans l'élaboration du plan national a provoqué une intensification des invasions des terres non cultivées et les protestations du MST au cours des derniers mois, culminant dans la marche faite à partir de Goiania et les campements paysans de cette semaine à Brasilia.

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2687.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : IPS, 21 novembre 2003.

En cas de reproduction, mentionner la source francaise (Dial) et l'adresse internet de l'article.